

Faits saillants du colloque Maîtres de notre profession!

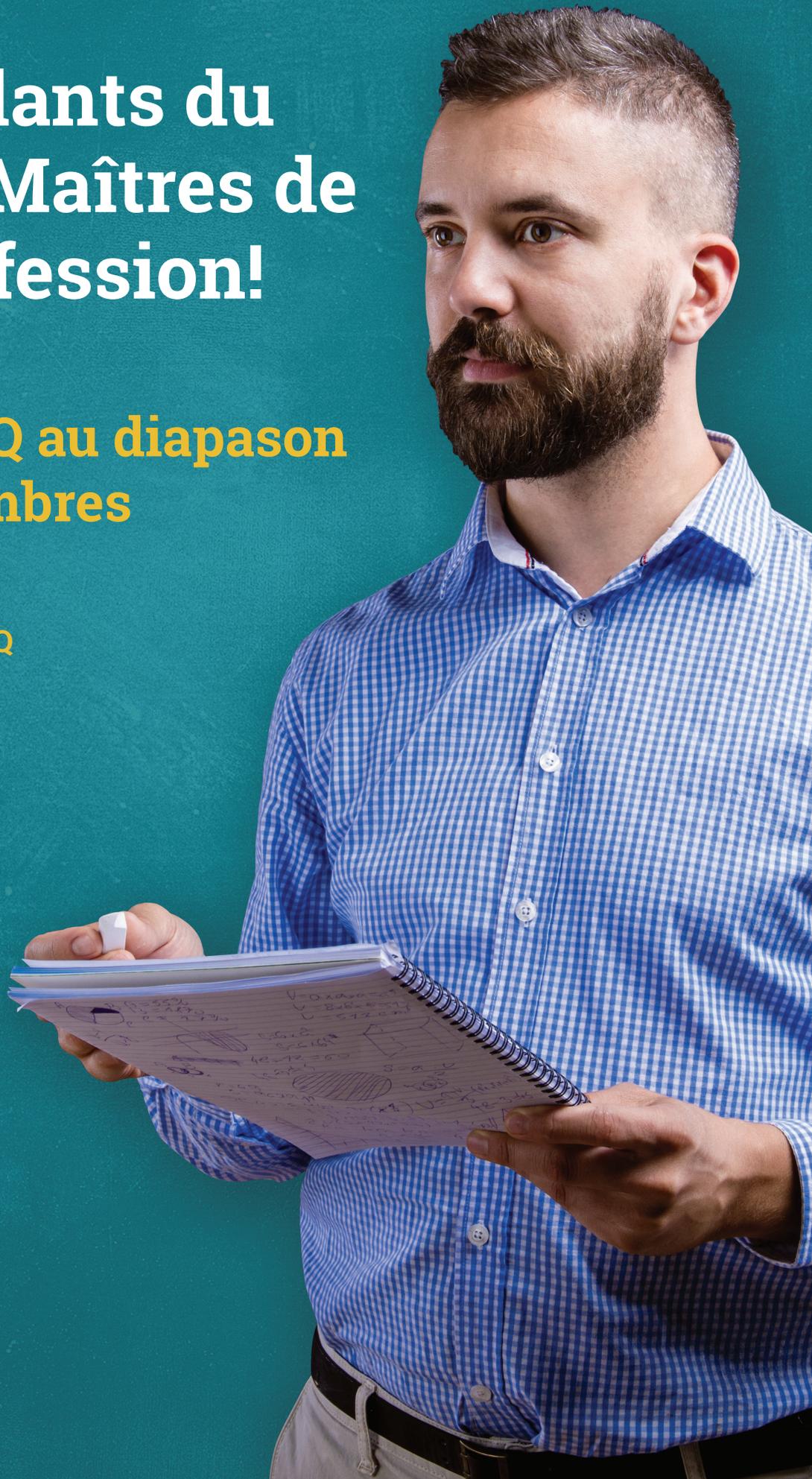
➤ La FSE-CSQ au diapason de ses membres



COLLOQUE FSE-CSQ

**MAÎTRES
DE NOTRE
PROFESSION!**

9-10 MAI 2019



FÉDÉRATION
DES SYNDICATS
DE L'ENSEIGNEMENT
CSQ



Centrale des syndicats
du Québec

Les 9 et 10 mai 2019 avait lieu le colloque sous le thème Maîtres de notre profession organisé par la Fédération des syndicats de l'enseignement (FSE-CSQ). Au préalable, les membres en provenance de tous ses syndicats et représentant tous les secteurs d'enseignement ont été appelés à se prononcer sur quatre enjeux pédagogiques : le choix des approches et des méthodes pédagogiques, l'évaluation des apprentissages, la valorisation de la profession et la formation continue.

Chaque enjeu a fait l'objet de sa propre consultation, et les 4 000 réponses reçues en moyenne ne laissent aucun doute : les enseignantes et enseignants appuient les positions que la FSE-CSQ défend¹.



➤ Que doit-on retenir de la consultation?

Le choix des approches et des méthodes pédagogiques

C'est de façon unanime que les enseignantes et enseignants affirment tenir à leur autonomie professionnelle en la matière et, par conséquent, qu'ils refusent d'être relégués à un rôle d'exécutant de pratiques pédagogiques imposées.

De plus, ils sont fortement d'avis que la recherche en éducation alimente le choix des approches et des méthodes pédagogiques, mais ne doit pas le dicter. Ils croient aussi que les projets éducatifs doivent respecter l'autonomie professionnelle de chaque enseignante et enseignant à ce sujet.

Ils constatent que la gestion des différentes mesures d'adaptation ou de modification préconisées force l'utilisation d'une approche pédagogique individualisée qui complexifie et alourdit considérablement leur travail au quotidien dans un groupe-classe.

L'expertise et le jugement professionnel dans l'évaluation des apprentissages

D'entrée de jeu, le personnel enseignant est unanime : l'évaluation doit être au service des apprentissages. Les enseignantes et enseignants affirment aussi que l'évaluation des apprentissages des élèves par rapport aux programmes relève de leur expertise et de leur jugement professionnel. Ainsi, 98,5 % des répondantes et répondants considèrent qu'ils sont les mieux placés pour déterminer les notes et que toute manipulation de celles-ci par qui que ce soit doit être interdite.

Par ailleurs, c'est avec une très forte majorité qu'ils demandent la modification de la *Loi sur l'instruction publique* (LIP) afin que soit respectée leur autonomie professionnelle dans le choix de leurs instruments d'évaluation et l'établissement des normes et modalités d'évaluation.

Enfin, le personnel enseignant soutient que le temps consacré à l'administration d'examens imposés ne doit pas se faire au détriment du temps d'enseignement et d'apprentissage. À ce propos, une réévaluation du nombre d'examens imposés ou de leur contenu doit se faire au primaire et au secondaire.

¹ Plus de détails sont disponibles sur le site de la FSE-CSQ : lafse.org > Actualités > Nouvelles > Résultats de la démarche de consultation - Automne et hiver 2018 (<https://bit.ly/2XrBOgG>).

La valorisation de la profession enseignante

À cet égard, la FSE-CSQ pose de nombreuses actions depuis plusieurs années, dont la campagne Prof, ma fierté! Plus de 98 % des enseignantes et enseignants souhaitent qu'elle poursuive son important travail de valorisation.

De plus, 86,4 % des personnes sondées croient que la FSE-CSQ doit continuer de s'opposer à la création d'un ordre professionnel.

Concernant la formation initiale, une forte proportion d'enseignantes et d'enseignants est en faveur du maintien de sa durée actuelle et d'une modification de ses contenus. Bien que globalement ils soient plutôt favorables au rehaussement des critères d'admission, leur avis à ce sujet varie d'un secteur à l'autre.

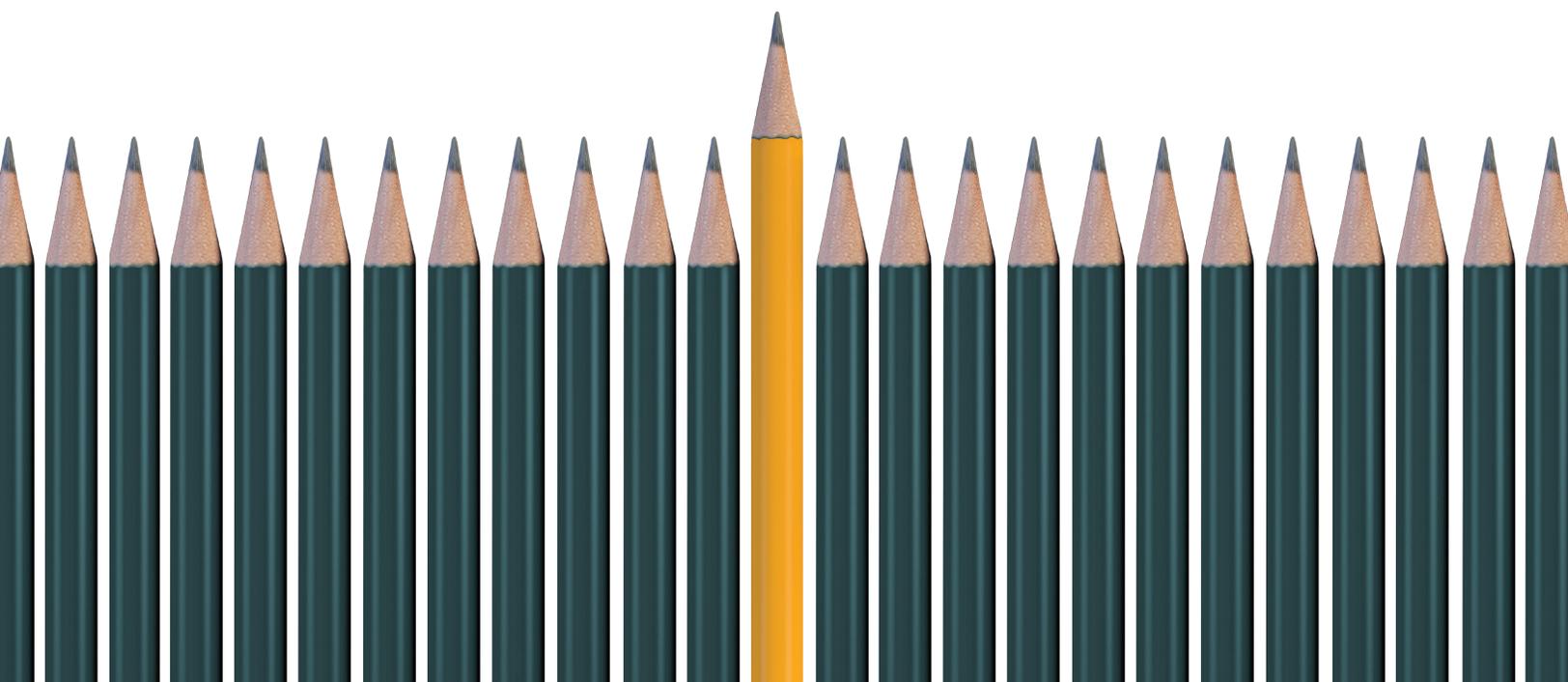
Le développement professionnel dans la formation continue

Les résultats démontrent que, pour les enseignantes et enseignants, la valorisation de leur profession passe par la reconnaissance de leur expertise et de leur professionnalisme dans toutes ses dimensions, et la formation continue n'y fait pas exception.

Très majoritairement, ils considèrent que le personnel enseignant devrait avoir le choix absolu relativement au contenu, à la forme, au lieu et au moment de sa formation et ils croient qu'en aucun cas, l'activité de formation continue ne devrait mener à une évaluation du personnel. Ils estiment qu'il faut modifier la LIP pour que les enseignantes et enseignants conviennent de la totalité de leurs besoins en perfectionnement et espèrent que les budgets de perfectionnement conventionnés soient augmentés.

Quant aux communautés d'apprentissage, ils jugent qu'elles doivent être vues comme un groupe de réflexion professionnelle avec une adhésion volontaire et un retrait possible en tout temps. De plus, la quasi-totalité des enseignantes et enseignants pense qu'elles doivent permettre une réflexion critique, une recherche de solutions à des problèmes et une analyse sur la pratique professionnelle répondant à leurs besoins.

Finalement, 92,3 % des enseignantes et enseignants consultés jugent que la création d'un institut national d'excellence en éducation n'est pas nécessaire et qu'il faut plutôt consolider les organismes existants.



Le colloque Maîtres de notre profession a réuni 500 participantes et participants qui ont travaillé en ateliers attribués en fonction de leur secteur d'enseignement. Ensemble, ils ont approfondi les quatre enjeux pédagogiques abordés lors de la consultation et suggéré des pistes de solution. Des faits saillants qui ont émergé des échanges en ateliers sont présentés ici.

Les enseignantes et enseignants veulent de l'autonomie, notamment dans leurs choix de méthodes pédagogiques et de formations. Unaniment, ils demandent du temps. Du temps pour échanger avec leurs collègues, intégrer le contenu de leurs formations, répondre aux besoins des élèves, etc. Pour faire face à la pénurie, ils sont d'avis qu'une amélioration des conditions de travail quant au salaire, à la composition de la classe et à la précarité est nécessaire pour rendre la profession plus attrayante et garder les enseignantes et enseignants plus expérimentés.

➤ Que ressort-il du colloque?

Éducation préscolaire

« Reconnaître la spécificité du secteur dans tous les enjeux pédagogiques et en tenir compte. »

Les enseignantes et enseignants de l'éducation préscolaire sollicitent une diminution significative du ratio pour mieux répondre aux besoins des enfants de cet âge. Ils soutiennent le choix de leur approche pédagogique en s'appuyant sur le programme, le besoin des enfants et leur niveau de développement. Ils souhaitent que leur expertise et leur jugement professionnel soient reconnus lorsqu'ils demandent des services pour des élèves plus vulnérables. Ils ont aussi un besoin criant d'espace-temps pour échanger avec des collègues et participer à des formations qui répondent à leurs besoins.

Primaire

« La clé du bonheur dans notre profession, c'est avoir du temps et la reconnaissance de notre autonomie. »

L'autonomie professionnelle est au cœur des préoccupations des titulaires au primaire. Ils jugent que le choix des approches et des méthodes pédagogiques doit leur revenir parce qu'ils sont en mesure de prendre les meilleures décisions en tenant compte des besoins de leurs élèves et de la réalité de leur milieu. Pour améliorer la formation initiale, ils proposent que cette dernière soit davantage centrée sur ce dont les futurs enseignants et enseignantes auront besoin dans leur quotidien. Ils sont aussi d'avis que les budgets de formation continue devraient être augmentés, et que celle-ci devrait être mieux arrimée à leurs besoins et offerte sur une base volontaire.

Spécialistes

« On ne veut pas être considérés comme des pourvoyeurs de périodes libres. »

Les enseignantes et enseignants spécialistes sont d'avis que la grille-matières devrait dorénavant prévoir assez de temps, dans chaque matière, pour qu'ils soient en mesure d'enseigner et d'évaluer leur programme. Pour ce faire, ils proposent des modifications réglementaires en ce sens. De plus, ils souhaitent que l'aide que reçoivent les élèves les suive dans l'ensemble de leurs cours. Dans le même ordre d'idées, ils demandent d'être systématiquement mis au courant des plans d'intervention, et de disposer du temps de libération nécessaire pour en prendre connaissance adéquatement et assurer leur suivi. Enfin, ils souhaitent avoir accès aux mêmes outils pédagogiques et formations que les titulaires.

Adaptation scolaire

« Le nerf de la guerre, c'est le temps et l'argent, c'est pouvoir s'adapter aux différents besoins. »

Les profs en adaptation scolaire souhaitent que la reconnaissance des élèves HDAA se fasse sans avoir à livrer bataille et que le financement des services complémentaires pour ces élèves en grand besoin soit enfin au rendez-vous. De plus, ils veulent disposer de ressources matérielles et de formations propres à l'adaptation scolaire. Quant à l'évaluation, ils jugent qu'elle devrait porter également sur des objectifs qualitatifs. Par conséquent, ils proposent que le bulletin, le projet éducatif, et les normes et modalités d'évaluation des apprentissages aillent en ce sens.

Secondaire

« On met des pansements, mais la seule solution, c'est de revoir la composition de la classe. »

Les enseignantes et enseignants du secondaire demandent que la réponse aux besoins de certains élèves soit une responsabilité partagée. À cet égard, ils soulignent que les plans d'intervention doivent être réalistes, cibler les vraies difficultés des élèves et être faits rapidement avec le personnel enseignant. Quant aux normes et modalités d'évaluation des apprentissages, elles doivent être consensuelles, et les enseignantes et enseignants doivent donc pouvoir se réunir pour en parler. Ils proposent aussi de favoriser le mentorat pour accompagner les jeunes enseignantes et enseignants et la formation par les pairs en ce qui a trait à la formation continue.

Formation générale des adultes

« À la FGA... on vaut bien plus que ce qu'on a! »

Les enseignantes et enseignants à la formation générale des adultes (FGA) demandent que plus de temps leur soit reconnu pour le suivi de leurs nombreux élèves aux différents profils. Ils souhaitent que le contenu du dossier de l'élève qui a eu des besoins particuliers au secteur des jeunes soit accessible à la FGA. Pour améliorer la formation initiale, ils proposent l'ajout de cours en enseignement individualisé et en andragogie. Ils suggèrent que soient encouragés les stages dans les centres de formation des adultes. Quant à la formation continue, ils proposent d'augmenter le nombre de journées pédagogiques pour favoriser le temps de rencontre, et ce, à l'intérieur des heures reconnues dans leur tâche.

Formation professionnelle

« En formation professionnelle, on offre un enseignement de qualité qui mène à des métiers importants et complexes. »

Les enseignantes et enseignants de la formation professionnelle jugent essentiel que des services adaptés aux besoins des élèves soient disponibles et qu'il y ait un meilleur suivi du soutien qui était accordé au secteur des jeunes. Ils proposent que le bac en enseignement et le perfectionnement contiennent plus de cours de didactique liés au programme qu'ils enseignent. Ils suggèrent aussi qu'une maîtrise qualifiante soit établie pour les détentrices et détenteurs d'un bac disciplinaire. De plus, ils proposent que des formations reçues dans le cadre de stages en entreprises soient reconnues dans leur tâche. Enfin, des budgets spéciaux devraient être accessibles lors de l'implantation de nouveaux programmes.

Les résultats complets de ces échanges seront analysés et alimenteront les travaux de la FSE-CSQ pour les mois à venir. Ils seront la base des discussions du conseil fédéral de la FSE-CSQ dans l'établissement de ses revendications. De plus, ils s'ajouteront aux données déjà disponibles pour nourrir les sorties publiques de la FSE-CSQ, notamment quant aux solutions qu'elle avance dans les médias et à ses représentations auprès du gouvernement.